

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 décembre 2022.

Pour info.

Dmitri Medvedev décrit l'avenir du monde : « On ne peut que compatir avec les citoyens ordinaires des pays de l'UE. » - lemediaen442.fr 27 décembre 2022

<https://lemediaen442.fr/traduction-dmitri-medvedev-decrit-lavenir-du-monde-on-ne-peut-que-compatir-avec-les-citoyens-ordinaires-des-pays-de-lue/>

Paru dans le journal russe « *Rossiyskaya Gazeta* » – Numéro fédéral : n° 292

Santé. Capitalisme stop ou encore ou la Bourse ou la vie ? Leur humanisme est la politesse des salauds, des assassins...

France : Le mouvoir.

Indre-et-Loire : une sexagénaire meurt d'une crise cardiaque après avoir été refusée aux urgences - Yahoo 27 décembre 2022

En fin de journée, une habitante de Fondettes, âgée d'une soixantaine d'années, a ressenti de plus en plus de difficultés à respirer. Son mari l'a amené à la clinique la plus proche, les urgences de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).

En manque d'effectifs, l'accueil lui aurait conseillé d'appeler le 15 ou de se rendre directement au CHU de Tours selon le quotidien La Nouvelle République.

Des urgences saturées

De retour à leur domicile, le mari appelle le Samu et une équipe est envoyée au domicile du couple. Entre-temps, la sexagénaire est malheureusement victime d'une crise cardiaque. Arrivés au domicile du couple, les secouristes ont bien essayé de réanimer la pauvre dame mais sans succès. Yahoo 27 décembre 2022

La Grande-Bretagne : L'abattoir.

Les médecins renvoient chez eux avec du sirop des parents et leur fillette malade, celle-ci n'y survivra pas - closermag.fr 27 décembre 2022

Une petite fille de 22 mois est morte après avoir été renvoyée des urgences. Le personnel des urgences a renvoyé les parents en leur disant de lui donner du sirop et du paracétamol.

Kris Thompson et Iboyla Adam ont le cœur brisé après la mort de leur petite fille de 22 mois. Selon le Mirror, Hailey Thompson est morte quelques heures après avoir été renvoyée de l'hôpital. La famille a déclaré que Hailey Thompson avait été diagnostiqué d'un virus le 18 décembre dernier. Seulement, le personnel des urgences aurait seulement conseillé aux parents de lui donner du sirop et du paracétamol au lieu d'antibiotiques. La petite fille est morte dans son sommeil le jour même.

"Après avoir attrapé une toux et un écoulement nasal le 7 décembre, Hailey a consulté un généraliste qui lui a prescrit des antibiotiques, mais elle a arrêté de les prendre en raison d'une réaction allergique", explique le Mirror. Ses parents l'ont alors emmené chez un autre médecin une semaine plus tard et ce dernier leur a prescrit du Calpol au lieu d'antibiotiques.

Son état semblait s'améliorer puisqu'elle a pu courir, manger, boire et se coucher à l'heure habituelle. Seulement, à 23 heures le même jour, Kris Thompson a trouvé sa fille haletante, le forçant à appeler les urgences.

Après avoir appelé une ambulance, l'opérateur du 111 a informé Kris qu'il y aurait deux heures d'attente. Ce qui l'a forcé à conduire son enfant à l'hôpital. Malheureusement, arrivée aux urgences, la famille a dû attendre cinq heures avant que la petite Hailey ne soit examinée. Après avoir testé sa tension artérielle, le médecin aurait dit à la famille de rentrer chez elle. *"On a dit à ses parents de la garder hydratée, de lui administrer du Calpol et de la ramener aux urgences si son état ne s'était pas amélioré au bout de trois jours"*, explique le média. Hailey Thompson a été mise au lit à 18h15 le 18 décembre et six heures plus tard, elle a été retrouvée "raide" et "décolorée". closermag.fr 27 décembre 2022

Désinformation et propagande. Quel virus, quel Covid-19, quelle pandémie ? Connait pas ! Quel cauchemar pour le Forum économique mondial !

J-C - Les médias en sont les porte-parole. Le contexte :

BFMTV - Les autorités chinoises ont cessé depuis dimanche de publier des données quotidiennes sur la situation sanitaire.

J-C - Ce que les tyrans ne supportent pas est bien pire que cela : C'est le retour à la situation sanitaire normale antérieure à janvier 2020 en Chine et à l'échelle mondiale, ce qu'ils ne peuvent pas dire aussi clairement. Car pour eux la stratégie de la terreur contre les peuples doit continuer indéfiniment, et c'est le seul moyen qu'il leur reste pour gouverner et se maintenir au pouvoir.

Covid-19: les États-Unis envisagent des restrictions pour les voyageurs venant de Chine - BFMTV 28 décembre 2022

Le gouvernement américain pourrait imposer aux voyageurs en provenance de Chine de nouvelles restrictions liées au Covid-19 du fait d'inquiétudes sur le *"manque de données transparentes"* fournies par Pékin sur la résurgence de l'épidémie, ont indiqué mercredi des représentants américains.

Le Japon, l'Inde et la Malaisie ont annoncé cette semaine un renforcement des mesures sanitaires concernant les voyageurs en provenance de Chine, citant la flambée des contaminations dans le

pays. Tokyo, par exemple, a fait savoir qu'un test négatif serait désormais nécessaire. BFMTV 28 décembre 2022

Les médias mainstream : Un cas psychiatrique.

Covid en Chine: "On s'attend à avoir une explosion de cas plus rapide", affirme Sylvie Briand (OMS) - BFMTV 28 décembre 2022

Après une politique "zéro-Covid", la Chine a assoupli les restrictions, ce qui a entraîné une flambée des cas de Covid-19. Les hôpitaux et crématoriums sont saturés. BFMTV 28 décembre 2022

Le passage du "zéro-Covid" au tous Covid ne passe décidément pas.

Covid : en Chine, le variant BF.7 serait extrêmement contagieux, faut-il s'inquiéter ? - Topsante 27 décembre 2022

Si vous pensez que l'épidémie de Covid-19 est terminée, détrompez-vous. En Chine, un nouveau variant du coronavirus SARS-CoV-2 a été détecté : il est majoritaire à Pékin depuis début décembre 2022. Baptisé BF.7, cette "nouvelle version" du coronavirus constitue en réalité un sous-variant du variant BA.5, le célèbre variant Omicron.

Des spécialistes soulignent qu'une infection par BF.7 donne les mêmes symptômes qu'une infection par Omicron : de la fièvre, de la toux, des maux de gorge, de la fatigue, un écoulement nasal...

J-C - Bref, que dal ! Comme quoi il faut lire le contenu de leurs articles de merde, et ne pas se contenter des titres destinés à tromper les lecteurs ou leur faire peur.

Ce qui se produit aussi en Chine et qu'il faut interpréter objectivement, c'est que les autorités chinoises ont littéralement terrorisé la population pendant 3 ans, alors quand elles leur sortent d'un coup que tout est terminé, entendez que c'était un sordide bluff, elle n'y croit pas, elle continue de se croire menacée par un danger inexistant, et dès la moindre petite toux ou le moindre nez qui coule, elle bondit à l'hôpital, ce qui va donner l'impression d'une épidémie qui en réalité est saisonnière ou inexistante, sans danger.

Voilà sur quoi surfent les ordures de médias occidentaux pour faire croire à leurs propres populations qu'une pandémie continuerait de sévir et justifier à nouveau des mesures liberticides, tel le port du masque par exemple. Ils l'évoquent au dernier paragraphe ci-dessous

Notons aussi que de nombreux chinois vont continuer de porter leur muselière à l'extérieur ou dès qu'ils se retrouveront dans un milieu fermé en présence d'autres personnes.

Topsante - Bref, il faut rester vigilant et continuer à appliquer les gestes-barrière aussi souvent que possible... Topsante 27 décembre 2022

J-C - Comme quoi ils sont uniquement animés de mauvaises intentions envers la population.

Sur la situation au Pérou.

Pérou : Les vraies raisons de la destitution de Castillo - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Castillo était sur le point de signer le contrat avec les Chinois pour la construction du train sud-américain qui, partant de Tumbes arriverait à Tacna et de là à Cuzco et Puno et de Puno irait en Argentine et au Brésil.

Ce réseau de trains était directement relié au grand port que les Chinois sont en train de construire à Chancay et tout cela donnait aux Chinois une présence géopolitique et stratégique dans toute l'Amérique du Sud et déplaçait définitivement les États-Unis de la région.

Cela, les Yankees n'allaient pas le permettre, et la destitution a été conçue par l'ambassade nord-américaine, ce qui explique pourquoi l'ambassadrice nord-américaine, Lina Kenna, a immédiatement eu une entrevue avec Boluarte le lendemain du jour où elle a pris le pouvoir.

Quand le gouvernement de Donald Trump a nommé Lisa Kenna ambassadrice au Pérou en 2020, le département d'État a émis un « *certificat de compétence* » qui révèle que « *avant de rejoindre le service étranger, elle a été pendant neuf ans officier de l'agence centrale de renseignements.* » (CIA).

Il existe par conséquent un facteur stratégique de premier ordre dans la destitution de Castillo, et c'est un épisode de plus dans la guerre géopolitique actuelle entre les impérialistes yankees et la Chine. En ce même mois de décembre, aux États-Unis, on a interdit l'usage du TikTok chinois sur le territoire nord-américain et ce même mois, on a interdit la vente des téléphones portables chinois.

2. En 2023, les concessions minières, les contrats pour l'extraction du gaz, les concessions pour le téléphone seront caducs et ces grandes entreprises sont en train de chercher le renouvellement des contrats et des concessions pour les prochaines 40 années pour continuer à exploiter, à piller nos ressources naturelles, sans payer d'impôt. De plus, avec les nouvelles méthodes d'exploitation minière, dans 40 ans, il ne restera plus que des roches pelées totalement stériles, sans aucun minerai, et le pays n'en aura bénéficié en rien.

Quelques exemples :

Selon la loi minière édictée par Fujimori, toutes les dépenses, que les compagnies minières réalisent que ce soit en matières premières, en machines, etc., seront remboursées par l'État péruvien. Cela veut dire que si une compagnie minière dépense 120 000 000 de dollars en matières premières et en machines et doit payer 100 000 000 d'impôts, ceux-ci seront décomptés des 120 000 000 qu'elle a dépensés et de plus, l'État doit leur accorder (leur faire cadeau de), 20 000 000 de plus, de sorte que les compagnies minières non seulement ne payent pas d'impôts, mais qu'en plus on leur fait cadeau de millions.

Cela n'existe qu'au Pérou et en aucun autre endroit du monde et ne peut être changé parce que la Constitution actuelle l'interdit. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas changer la Constitution et pour aucune autre raison, aucunement pour la défense de la démocratie.

Cette semaine, le président de la société péruvienne des mines est allé sur la chaîne 8 et a déclaré qu'il était temps de réactiver les gisements miniers, ce qui comprend la remise aux grandes entreprises étrangères des terres des communautés paysannes. Il est évident que dépouillés de leurs

terres, les paysans vont se révolter. Ils seront soumis, au sang et au feu, auront de nombreux morts, parce que c'est la seule façon de chasser les communautés de leurs terres. Dans les temps de famine qui se profilent, exproprier les communautés de leurs terres, c'est condamné les paysans à mourir de faim.

Dans les affrontements entre la compagnie minière de Tia Maria de la Southern Copper Corporation et les communautés paysannes, ceux qui ont attaqué, frappé et tiré sur les membres des communautés étaient des tueurs à gages immigrants vénézuéliens, des matons qui agissaient en coordination avec la police.

La police a même des contrats avec des compagnies minières qui les payent pour réaliser la surveillance de leurs installations.

Les compagnies minières exigent qu'on leur remette les gisements de lithium avant que les Chinois les exploitent. Les gisements d'uranium ne paient pas non plus d'impôts et le kilo d'uranium, qui est 2000 fois plus cher que le kilo d'or, ne paye pas d'impôts non plus.

Les membres du Congrès ont présenté 37 projets de loi destinés à accorder les gisements miniers et pétroliers du Nord et à prolonger les concessions de l'énergie électrique et du téléphone également pour 40 ans. Pour cela, ils ont modifié l'article 113 de la Constitution pour abaisser à 67 voix la suspension temporaire et suspendre Castillo pour 12 mois parce qu'ils ne voulaient pas qu'il soit au gouvernement en 2023 pour accorder toutes les ressources au capital étranger. Évidemment, cela n'est pas gratuit, mais au contraire, le pot-de-vin sera gigantesque et les contrats ne seront pas changés parce que la Constitution actuelle l'interdit, de sorte que le pillage se poursuivra éternellement et ne s'achèvera que quand il n'y aura plus rien à piller.

C'est de cela qu'il s'agit dans la destitution de Castillo.

Elle est également en relation avec le gaz. Voyons, ce que disent les contrats de concession :

Article 5.6 :

L'investisseur aura la libre disponibilité du GNL obtenu de l'usine de traitement de gaz naturel et pourra l'exporter sans aucun n'impôt, y compris ceux qui demandent une mention spéciale.

Article 5.8 :

Les dépenses, les investissements que réaliseront, les investisseurs, jusqu'au début de la production commerciale seront cumulés sur un compte dont le montant sera amorti linéairement en le déduisant en portions égales sur une période de 5 ans.

En d'autres termes, non seulement il ne paye pas d'impôts, mais en plus, l'État leur donne de l'argent. C'est ce que dénonce Antauro: le libre pillage de nos ressources.

3. Il avait été prévu qu'en 2023, on déclarerait l'entrée libre dans les universités de l'État mais la droite ne veut pas que le peuple étudie. Et avec le coup d'état, elle va l'empêcher.

Le plus grand risque serait une victoire d'Antauro qui a plus de capacité et de décision que Castillo pour mener à bien la grande transformation. Et maintenant, ils essaient de lui interdire de se présenter.

Tout cela a été planifié avec précision, et ce plan a été conçu et appliqué par l'ambassade nord-américaine. William Zapata n'a ni la capacité intellectuelle ni les connaissances pour mettre au point une conjuration de cette sorte.

Mais le pillage des ressources sera d'une telle ampleur, les tueries seront tellement énormes, la faim si grande, le désespoir d'une telle ampleur, qu'il est probable que finalement, une guerre civile de longue durée qui sera féroce éclate, parce que ce sera une guerre ethnique et que les guerres ethniques sont des guerres d'extermination.

J'ai analysé la fameuse analyse du commandement conjoint des forces armées fujimoristes qui a été publié par la revue "OIGA". On y expose le plan de contrôle et d'extermination de la population et sa soumission, et on y expose le concept stratégique « *d'excédent de population nocif*. »

Le directeur de cette revue a dû fuir pour sauver sa vie.

Qui est cet excédent de population nocif ? Très simplement, ce sont les Indiens, les métisses, les montagnards, ceux qui ne devraient pas exister, et devraient être remplacés par une immigration japonaise massive comme l'avait conçu le génial stratège et ministre Tojo dans son plan géopolitique et Fujimori lui-même, l'a dit et expliqué pendant sa campagne pour les élections législatives au Japon.

Une partie de ce plan était la stérilisation forcée massive des femmes parlant quechua réalisée par le ministre de la santé de Fujimori de l'époque, Aguinaga, actuellement député fujimoriste, qui a voté pour la destitution.

À en juger par les derniers événements, on peut voir que cette doctrine de l'excédent de population nocif a été à nouveau réactivée par le commandement conjoint des forces armées parce qu'il n'y a pas que les 34 morts dont parlent les journaux, il y a beaucoup plus de morts, et cela n'est dit dans aucun journal, ni aucune chaîne de télévision.

Pérou : L'usurpatrice voudrait quitter le pays et mettre à sa place le président du Congrès - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Il semblerait que l'usurpatrice Dina Boluarte soit en train de chercher à quitter le pays et propose au Congrès mafieux un projet de loi destiné à laisser sa charge au président du Congrès puisqu'il n'y a pas de vice-président. Le bruit court que Boluarte est devenue un pantin du Congrès, qu'il y aurait une forte possibilité qu'elle fasse un roque avec le militaire qui a des antécédents à l'intérieur de la droite la plus sauvage du Pérou, José Williams Zapata.

Zapata a dirigé le commandement conjoint des forces armées et a été le chef de la criminelle « opération Chavín de Huántar qui a eu lieu en avril 1997, sous le gouvernement du dictateur Alberto Fujimori, pour sauver les 62 otages qui étaient encore prisonniers du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Dans cette attaque, ont été assassinés plusieurs guérilleros parmi lesquels le chef de l'opération Néstor Zerpa Cartolini.

Maintenant, Boluarte s'est inventé la possibilité d'un voyage (ou d'une fuite) et essaie d'imposer l'idée que le Congrès approuve une loi qui légalise ce transfert de commandement à Zapata.

Comme on le voit, au Pérou, la mafia politique parlementaire et le commandement militaire avancent de plus en plus dans leur projet de s'attribuer tout le pouvoir.

Pérou : Dina Boluarte licencié plus de 380 sous-préfets - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Le Gouvernement de la présidente de fait Dina Boluarte a licencié ou reçu la démission de 382 préfets des provinces et des districts dans 24 régions du pays, ces 15 derniers jours.

A Ayacucho, un département du centre-sud du pays qui est gouverné par Carlos Rúa (fondateur du mouvement politique Musuq Ñan), le ministre de l'intérieur a licencié 57 fonctionnaires. Dans cette région, se sont déroulées les protestations qui ont eu le plus de succès contre la destitution de Pedro Castillo, ont fait 10 morts et 72 blessé entre le 15 et le 16 décembre.

Pendant ce temps, à Junin, dans le centre, de Zósimo Cárdenas, du Mouvement Sierra y Selva Contigo Junín, le ministère de l'intérieur a licencié 41 préfets des provinces et des districts. Dans ce département, les fortes mobilisations et la réponse des agents de l'État ont fait 3 morts et 52 blessés.

Dans la résolution N° 403-2022-IN-VOI-DGIN publiée au JO le 24 décembre, on a révélé le licenciement de 177 sous-préfets de districts de 11 départements.

Au Pérou, ses fonctionnaires ont un rôle politique, loin de la mise en place des politiques publiques comme l'accord des permis pour les marches ou les manifestations, c'est pourquoi ils sont habituellement vus avec méfiance.

Leurs fonctions

Le préfet de région a la charge d'informer la direction des autorités politiques sur la situation des conflits sociaux, la coordination avec les rondes paysannes et les organisations sociales et de les soutenir dans leurs actions de défense civile et de gestion du risque de désastres.

Par la loi, le préfet de région cherche à promouvoir le dialogue entre les autorités et les organisations sociales. Il exécute aussi des actions de prévention en relation avec l'accord de garanties dans les concentrations publiques et les spectacles pour éviter tout trouble de l'ordre public.

Les sous-préfets de province désignent et remplacent les lieutenant-gouverneurs, reçoivent et traitent les plaintes contre les sous-préfets de district.

Les critiques

Dans ce contexte, on a discuté au Congrès d'initiatives destinées à éliminer la charge de préfet de région, de sous-préfet de province et de sous-préfet de district.

Le député Eduardo Castillo Rivas, du parti de droite Force Populaire, a proposé des modifications à une initiative destinées à ce que ces serviteurs de l'État n'exercent ni la représentation du président ni celle du pouvoir exécutif et qu'ils ne puissent pas non plus utiliser le budget assigné à des fins de prosélytisme.

Rubén Vargas Céspedes, qui a été ministre de l'intérieur pendant deux semaines sous le Gouvernement intérimaire de Francisco Sagasti (novembre 2020–juillet 2021) a critiqué le fait que les préfets et les sous-préfets exercent des tâches « *déformées* » et finissent par servir de support politique aux Gouvernements de service.

« *Il y a des fonctions et des responsabilités qui ne reviennent pas aux préfets et aux sous-préfets du pays. Ils remplissent un rôle plus politique en faveur du Gouvernement de service* » a dit , Vargas Céspedes, lors d'une session de la commission, de décentralisation, de régionalisation, de gouvernements locaux et de modernisation de la gestion de l'État, en octobre dernier.

« *On ne travaille pas les politiques publiques du ministère de l'intérieur et beaucoup des nominations ne sont pas les plus adéquates,* » a critiqué Vargas Céspedes.

Par contre, la députée Elizabeth Taipe Coronado, du parti de gauche, Pérou Libre, a défendu le rôle de ces fonctionnaires, en disant qu'ils contribuent à gérer les conflits sociaux et qu'ils sont un pont de dialogue entre la société et les autorités.

Après les différentes résolutions émises, les autorités politiques licenciées devront présenter les déclarations sur l'honneur des biens, des revenus et des intérêts.

Le Mexique également visé par la mafia criminelle du Forum économique mondial.

Mexique: Un coup d'Etat doux contre AMLO - bolivarinfos.over-blog.com 27 Décembre 2022

Il existe une plainte au bureau du procureur général de Mexico concernant l'organisation d'un « *coup d'Etat doux* » contre son Gouvernement, a confirmé aujourd'hui le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador.

Lors de sa conférence de presse matinale au Palais National, il a répondu affirmativement à une question d'un journaliste à ce sujet et a dit que le procureur Ernestina Godoy va lui donner une suite et « *j'ai très confiance en elle, parce qu'elle est très honnête t'es un capable d'être complice.* »

Il a dit que tout est dû au fait que nous avons des positions différentes de celles de groupes d'opposition qui ont fait partie d'un régime qui se consacrait piller le Mexique, le trait distinctif de ceux qu'ils ont appelé néo-libéralistes et que j'appelle néo-porphyristes.

Ils protègent un groupe qu'ils ont appelé compact, os, une nouvelle oligarchie, qui est apparu avec l'ancien président, Carlos Salinas de Gortari (1988–1994).

Il a raconté qu'à partir de là s'est créé un réseau de complicités dont les bénéficiaires n'étaient pas seulement les trafiquants d'intérêts mais aussi des patrons de médias, des journalistes, des fonctionnaires haut placés parce qu'on sait que les médias et les journalistes gardaient le silence quand on pillait le Mexique comme jamais dans l'histoire et qu'ils ne l'ont jamais dénoncé.

Ils ont couvert des délits comme ceux qui ont, été commis pendant la guerre contre le trafic de drogue et on sait aussi que Felipe Calderón (2006–2012) a fait savoir qu'il commencerait cet affrontement et a osé dire que celui-ci allait coûter des vies, même de civils et d'innocents, et ça a été un affrontement de haut niveau de mortalité et de massacres.

Ces médias qui sont contre nous, qui disent maintenant que la liberté d'expression n'est pas permise, ont été convoqués par Calderon qui leur a demandé de garder le silence sur ces atrocités.

Maintenant que le changement a lieu, non seulement ceux qui jouissaient de privilèges économiques et d'influences sont offensés, mais le sont également les médias, les journalistes, les intellectuels organiques et même les chefs de l'Académie.

Les processus de transformation sont ainsi, il ne faut pas s'étonner de ce qu'ils cherchent à faire parce que ce sont deux projets différents de pays. Avant, c'était piller et se répartir le butin et celui auquel il ne revenait pas, c'était le peuple simple.

Que signifie cette transformation ? Car mettre de côté les privilèges, mettre de côté la corruption et remettre tout ce qui a été volé aux plus nécessiteux, c'est ce que nous sommes en train de faire. C'est pourquoi ils organisent ces choses-là.

Ils ne se contentaient pas de conserver leurs biens, une banque, une mine, mais ils pillaient le budget public et utilisaient le Gouvernement pour faire des lois qui leur garantissent le pillage et sauver les banques et des entreprises quand elles avaient des problèmes a-t-il dit.